

Le Patriote Français.

JOURNAL COMMERCIAL, LITTERAIRE ET POLITIQUE.

BUREAU

DU JOURNAL,

Perez Castellanos 162.

HONNEUR ET PATRIE

PRIX

DE L'ABONNEMENT

2 PATACONS par moi.

MONTEVIDEO.

1er NOVEMBRE 1849.

UN ARTICLE QU'ON DIT EXTRAIT DU NATIONAL.

On revient encore sur un article, que l'on voudrait faire croire extrait du *National*, et comme le *Patriote* quoi que étranger à cette affaire, y a été mêlé, que de noms propres ont été prononcés, ont mis la rédaction de ce journal dans l'obligation de donner quelques explications.

Tout ce qui a été publié par le *Patriote* avec indication du journal où nous avions puise, existe dans les divers journaux cités, rien de plus, rien de moins. Quant aux articles qui ne sont pas indiqués comme extraits de quelque journal, ils appartiennent à la rédaction et nous en acceptons toute la responsabilité.

Nous usons largement, mais dans la limite de la raison et de la prudence, de la grande facilité qu'accorde le gouvernement oriental, à tous les étrangers indistinctement, d'émettre leurs pensées. Liberté de la parole ! Liberté de la plume ! deux droits imprescriptibles qui découlent de la loi naturelle et auxquels il n'est mis d'entraves que lorsque les bornes de la vérité ou du bon sens, sont franchies.

Nous n'avons pas besoin de recourir aux subterfuges, aux mensonges pour servir la cause qui nous retient sur la brèche depuis sept ans. Ces armes sont celles des insulteurs gagés de Rossas, dont E. de Girardin, T. Lechevalier sont la tête de colonne à Paris, et au Havre, et dont la queue est à Rio de Janeiro et au Cerrito. A eux la calomnie et le mensonge. Nous avons trop subi d'insultes pour nous irriter encore lorsqu'on nous calomnie de nouveau. Nous sommes désormais trop attentifs à éviter le péril pour ne pas laisser passer l'injure. Mais cependant, il est de notre devoir de repousser l'insinuation qui tend à faire rejoillir sur nous, l'odieux d'un fait qui est l'indice d'une vieille rancune à reparaitre, ou d'une vengeance à satisfaire.

Dédaignant les vains ménagements, le *Patriote* est allé droit au but en reproduisant les articles de la presse française, qui exprimaient avec une franche énergie, la réprobation qu'inspiraient les projets de traité, au fur et à mesure qu'ils étaient connus. Cette réprobation s'est largement développée, c'est un fait incontestable donc nous nous félicitons; mais cette satisfaction ne doit pas être confondue avec un étroit esprit de parti, ni avec la haine de l'amour-propre froissé.

Nous avons vu dans ce concert de réprobation, l'opinion publique de notre pays se formuler, et dès lors nous n'avons plus été accessibles à la moindre appréhension. Avec tous les défenseurs de Montevideo, nous croyons au rejet du projet de convention. Il en sera de ce projet comme d'une foule d'autres solutions, qui n'on rien résolu du tout.

Il devient donc inutile de recourir à de prétendus articles qui n'ont jamais existé que sur la feuille de papier colportées par l'auteur, lui même sans doute; car si le journal d'où on prétend avoir sorti la diatribe dont il est question, existait, on s'empresserait de le livrer à l'impression, ce qui serait beaucoup plus loyal et moins compromettant.

Elle est bien peu française cette arme de l'anonyme dont on se sert sous le manteau, pour prêter à la presse de notre pays une acrimonie et une violence qui n'est pas dans ses habitudes.

Cette manœuvre dont le but est évident pour tous les hommes sensés, n'aboutira qu'à la confusion de ceux qui l'ont dirigée.

On espérait ainsi surprendre la bonne foi et la crédulité du seul organe que possède la population française, et en se vengeant de quelque grief personnel, amener une interdiction qu'on nous prédit depuis longtemps.

La marche ténèbreuse suivie dans cette affaire, indique un système sur lequel il n'est pas permis de s'y méprendre. Les auteurs, les colporteurs du prétendu article du *National*, ne sont pas nos amis. Ils sont indignes du nom de défenseurs de Montevideo.

Pour avoir le droit de prendre ce titre, armé ou non armé, il faut faire preuve de loyauté, de franchise et de dévouement aux intérêts généraux, et ne pas se préoccuper de ses petites passions et des moyens de les satisfaire.

C'est se ranger sous la bannière de M. E. de Girardin, c'est lui venir en aide, que d'avoir recours au mensonge et à l'injure. La calomnie ! est-ce une arme qui honore ? L'insolite ! est-ce une raison qui éclaire ? Pourquoi alors y recourir ?

En nous résumant nous dirons à ceux qui possèdent cet article, qu'il soit la reproduction du *National* ou de tout autre journal publié en France, qu'on nous l'envoie et le *Patriote* s'engage à le reproduire, tel quel, quoi qu'il puisse advenir. Dans le cas contraire nous persisterons à le considérer comme l'œuvre des amis du général Oribe, car ils le servent en agissant ainsi. Ils sont les ennemis des défenseurs de Montevideo, car ceux-ci n'ont pas besoin d'employer l'injure pour faire triompher leur cause, ils ont tenu en échec sept ans, leur plus cruel ennemi, et

quand il viendra à eux, ils ne sauront que le combattre et lui présenter non des mains avides, mais des bayonnettes et des poitrines courageuses.

ROSAS S'AMUSE !

Reproduisant un fait avancé par le *Comercio del Plata*, journal excessivement bien informé. Le *Patriote* avait annoncé à ses lecteurs qu'une pétition circulait à Buenos-Ayres, pour prier le dictateur Rosas, de continuer à étendre sa direction toute paternelle sur les provinces argentines. Les étrangers, voire même les français et les anglais, étaient invités à joindre leurs voix à ceux des heureux argentins, afin que le Grand Américain n'abandonnât pas les rênes du pouvoir à quelque ennemi du saint système, qui doit perpétuer la guerre à tout ce qui est progressif, humanitaire; mais surtout européen.

Nous sommes malheureux d'avoir à apprendre à nos abonnés que nous avons acquis la certitude que LE FAIT EST VRAI !

Nos compatriotes de Buenos Ayres, qui n'ont pas le même bonheur que la France que Dieu protège de temps immémorial; se trouvent aujourd'hui dans la même position que la Pologne de 1831, et en sont réduits à répéter ; « Dieu est trop haut, la France est trop loin. » Et à siéger la pétition des fous sujets du *Héros des Pampas*, pour prier sa seigneurie, de ne pas déposer son rebenco. Autrement à quoi servirait d'avoir été le Grand Restaurateur, si la marmite fédérative devait être confiée à quel que assailli Sauvage Unitaire qui ferait table rase du système américain ?

Si M. Pichon qui n'est pas mort, ressuscitait, M. Guizot aidant il y aurait là matière à une petite dénationalisation. Car enfin, une pétition, c'est une arme comme une autre, et la prendre à l'étranger, c'est encourir la peine portée par l'article 21 de notre code civil, qui n'entend pas qu'on se fasse militaire sans la permission du Roi, qui est aujourd'hui la République; ce qui ne prouve pas du tout que le sceptre peut tomber en quenouille en France.

Voilà donc les français de Buenos Ayres placés en 1849, dans la même position que les français de Montevideo en 1843. Obéir à celui qui parle en maître, et qui les traite sur le pied de la nation la plus favorisée, c'est à dire, comme le fils du pays même; ou s'exposer à être traités en sauvages unitaires et à n'être respectés ni dans leurs propriétés, ni dans leurs personnes. (1) A qui la faute ?

(1) Circulaire du 1er avril 1843.

Feuilleton du Patriote.—2 NOVEMBRE 1849.

LA REVOLUTION DE 1848.

L'histoire de la Révolution de 1848, tel est le titre d'un nouvel ouvrage que vient de publier M. de Lamartine, et dans lequel on retrouve toutes les qualités qui assurent à son auteur une place à part parmi les historiens : fécondité d'inspiration, élévation d'idées, magnificence de langage ! Le fragment de ce livre que nous reproduisons est la plus éloquente et la plus chaleureuse plaidoirie que put prononcer la Liberté, pour justifier l'avènement de la République. La pompe des formes s'y unit heureusement aux inspirations du patriote le plus fervent, de la raison politique la plus droite. C'est une admirable page que les vieux partis eux-mêmes sont condamnés à admirer.

M. de Lamartine expose d'abord les raisons qui le décidèrent à demander la formation d'un Gouvernement provisoire, et à préférer la République à la Régence. Retenu chez lui, le 24 au matin, par une indisposition, il ne songeait pas à sortir de son inaction. « Les événemens, dit-il, se passaient au-dessus de lui, il les apprendrait, comme le public, avec indifférence ou avec joie, selon qu'ils paraîtraien servir ou desservir la cause désintéressée qu'il portait dans son cœur. » Mais on lui apportait des nouvelles. Il sut que l'on redoutait une invasion du peuple à la Chambre des Députés. Un danger menaçait ses collègues. Il se leva et sortit « par instinct d'honneur et non par politique. »

Après avoir tracé une rapide et poétique esquisse de l'as-

pect de la ville sur sa route, de sa rencontre avec diverses personnes qu'il n'eut point le temps d'entretenir, M. Odilon Barrot, le général Perrot, quelques journalistes de l'opposition, l'auteur continue ainsi son récit :

III.

Le groupe de républicains qui entoura Lamartine, à son entrée dans les couloirs de la Chambre, lui demanda un entretien secret et urgent dans une salle écartée du palais. M. de Lamartine les y conduisit. On ferma les portes. La plupart de ces hommes ne lui étaient connus que de visage.

L'un d'eux prit la parole au nom de tous.

« L'heure presse, dit-il, les événemens sont suspendus sur l'inconnu, nous sommes républicains, nos convictions, nos pensées, nos vies sont dévouées à la République. Ce n'est pas au moment où nos amis versent leur sang depuis trois jours pour cette cause commune au peuple et à nous que nous la désavouerions. Elle sera toujours l'âme de nos âmes, le but suprême de nos espérances, la tendance obstinée de nos actes et de nos écrits; en un mot, nous ne l'abandonnerons jamais; mais nous pouvons l'ajourner et la suspendre devant des intérêts supérieurs à nos yeux à la République même, les intérêts de la patrie. La France est-elle mûre pour cette forme de Gouvernement ? l'acceptera-t-elle sans résistance, ou s'y pliera-t-elle sans violence ?

« En un mot, n'y a-t-il pas plus de danger, peut-être, à la lancer demain dans la plénitude de ses institutions qu'à la retenir sur le seuil, en les lui montrant de loin et en les lui faisant désirer avec plus de passion ? Voilà l'état

» de nos esprits. Voilà nos scrupules, résolvons-les. Nous ne vous connaissons pas, nous ne vous flattons pas, mais nous vous estimons. Le peuple invoque votre nom. Il a confiance en vous. Vous êtes à nos yeux l'homme de la circonstance. Ce que vous direz sera dit. Ce que vous voudrez sera fait. Le règne de Louis-Philippe est fini. Aucune réconciliation n'est possible entre lui et nous. Mais une continuation de royauté temporaire sous le nom d'un enfant, sous la main d'une faible femme et sous la direction d'un ministre populaire, mandataire du peuple, cher aux républicains, peut-être clore la crise, et initier la nation à la République sous le vain nom de monarchie ? Voulez-vous être le ministre, le tuteur de la royauté mourante et de la liberté naissante, en gavarant cette femme, cet enfant, ce peuple ? Le parti républicain se donne authentiquement à vous par nos voix. Nous sommes prêts à prendre l'engagement formel de vous porter au pouvoir par la main désormais invincible de la révolution qui gronde à ces portes, de vous y soutenir, de vous y perpétuer par nos voies, par nos journaux, par nos sociétés secrètes, par nos forces disciplinées dans le fond du peuple. Votre cause sera la nôtre. Ministre d'une Régence pour la France et pour l'Europe, vous serez le ministre de la vraie République pour nous. »

IV.

L'orateur, ému et conscientieux, se tut ; ses collègues donnèrent l'assentiment de leur silence et de leurs gestes à ses paroles.

Lamartine leur demanda un instant de réflexion pour

Comme si ce n'était pas assez de cette similitude, à six ans de distance, on nous assure, et nous le croyons : que, le consul anglais M. Hood, avait engagé ses compatriotes à s'abstenir de toute adhésion à une pareille exigence, rendant responsable, le gouvernement argentin, dans la personne de M. Arana, de tout acte de violence contre les sujets de S. M. Britannique. N'est-ce pas la seconde édition de la conduite du comodore Purvis, obligeant le général Oribe à retirer le brutal manifeste, indigne du chef du plus petit état de la côte de barbarie ?

Aurons-nous un second Massieu de Clerval ?

Honneur aux anglais ! A eux le privilège des excentricités et des contrastes !

Le consul Hood, comprend parfaitement qu'il est envoyé pour protéger et faire respecter les sujets de sa gracieuse souveraine : *God save the Queen !* Et il les protège ! Et il les fait respecter !

Le comodore Herbert, est envoyé pour faire respecter et pour protéger ses compatriotes qui sont les mêmes foxyaux sujets de la reine, et il menace de les traiter comme des chevaux..... du cirque; à coups de cravache. Il les abandonne à leur triste sort, et pour rendre plus triste encore ce malheureux destin, il fait détruire tous les ouvrages élevés par son prédécesseur à la ligne des fortifications, pour leur défense. On assure même, que deux pièces de canon qui n'ont pu être enlevées ont été enclouées par son ordre. Ah vraiment ! ceux d'Obli-gado ont été plus heureux. On les a rendus à leur maître, ni plus, ni moins qu'un chien perdu, pour lequel on promet une récompense honnête !

Décidément, Rosas est un grand homme, et la *Gaceta Mercantil*, le *Defensor* et le *Bristich Packet*, doivent briller pour l'histoire et pour la postérité la plus réculée; les prouesses diplomatiques du Grand Américain et de son grand ami le comodore Herbert !

Un de nos compatriotes, qui veut bien avouer qu'en sa qualité d'aventurier, il manie mieux un marteau ou un fusil, qu'une plume : nous adressons le premier couplet d'une chanson que le départ précipité de notre bon ami lord Herbert, ne lui a pas permis d'achever.

Son intention était de mettre sa chanson sur l'air : *Bon Voyage*; mais le chansonnier propose, et le comodore dispose. Vu le départ imprévu, notre rimailleur a dû se contenter d'un couplet, et il s'est vu obligé de le mettre sur !

AIR : *Je commence à m'apercevoir.*

Allons unissons vos concerts,

Canons, soldats et presse !

Jetez votre allégresse

Comme un ouragan dans les airs !

Qu'à perdre haleine

Chacun, morguienne

Chante *God save et la Parisienne !*

Bien ! cachez sous de joyeux fronts

La trame rouge des affronts ;

Hurlez de joie, et nous vous répondrons :

Le beau pavillon qu'il porte,

Que le respect l'escorte !

Mais lord Herbert (bis.), que le diable l'emporte !

peser dans son esprit une résolution et une responsabilité si terribles. Il posa ses deux coudes sur la table ; il cache son front dans ses mains, il invoqua mentalement les inspirations de celui qui seul ne trompe pas : il réfléchit presque sans respirer cinq ou six minutes. Les républicains étaient restés debout en face de lui et groupés autour de la table. Lamartine écarta enfin ses mains, releva sa tête et leur dit :

« Messieurs, nos situations, nos antécédents sont bien différents, et nos rôles ici sont bien étranges. Vous êtes d'anciens républicains à tout prix ; je ne suis pas républicain de cette race, moi, et cependant c'est moi qui vais être en ce moment plus républicain que vous. Entendons-nous ; je regarde comme vous le gouvernement républicain, c'est-à-dire le gouvernement des peuples, par leur propre raison et par leur propre volonté, comme le seul but et la seule fin des grandes civilisations, comme le seul instrument de l'avènement des grandes vérités générales qu'un peuple peut inaugurer dans ses lois.

« Les autres gouvernements sont des tutelles, des aveux de l'éternelle minorité des peuples, des imperfections devant la philosophie, des humiliations devant l'histoire ; mais je n'ai aucune impatience d'homme voulant chercher plus vite que que les idées, aucun fanatisme absolu pour telle ou telle forme de gouvernement. Tout ce que je veux, c'est que ces forces progressent et qu'elles se tiennent toujours, non en avant, ni en arrière de la tête de colonne du peuple, mais à la hauteur juste des idées et des instincts d'une époque. Je ne suis d'

NOUVELLES DIVERSES.

Plusieurs journaux annoncent qu'il se signe dans leurs bureaux une pétition à l'Assemblée Législative, à l'effet d'obtenir la mise en liberté du citoyen Raspail, sous la caution de douze démocrates à choisir parmi les signataires, et qui consentent à subir la détention en ses lieux et places, jusqu'à ce que l'épidémie terrible qui sevit en ce moment à Paris se soit retirée devant l'application de la méthode Raspail, faite sous la direction et la surveillance de l'inventeur lui-même.

Une autre pétition se couvre de signatures, pour prier l'Assemblée Législative de repousser la convention Rosas-Lepré-dour-Oribe, et de prendre des mesures promptes et efficaces pour porter secours aux français de Montevideo.

Un des arabes les plus marquants de la suite d'Abd-el-Kader, Ben-Salem, vient de se noyer dans la Loire à Amboise. Ben-Salem s'était distingué dans les guerres de l'Algérie par la douceur et presque par la civilisation de ses mœurs.

(Le Dix Décembre.)

Le ministre du commerce du Royaume de Prusse, vient d'annoncer à la chambre de commerce de Berlin et à l'association industrielle de Westphalie, à Munster, qu'il a mis à leur disposition les fonds nécessaires pour qu'elles puissent chacune envoyer à Paris un commissaire chargé d'examiner l'exposition de l'industrie qui y a lieu actuellement.

Le ministre plénipotentiaire de la République Orientale D. Melchor Pacheco y Obes, nouvellement arrivé en France, doit être reçu en audience particulière, par le président de la république, le 24 août, à Saint Cloud.

On écrit de Borkum (Hanovre) :

Hier le bourguemestre de notre ville, assis dans le conseil municipal, a remis publiquement à M. Eldert-Elders, patron de la barque *Bonne Attente*, la médaille de première classe, que le gouvernement français a décernée à ce brave marin pour avoir sauvé le 9 mai dernier, près de l'île de Borkum, l'équipage du navire français naufragé, l'*Adèle*.

(Le Crédit.)

On lit dans l'*Océan de Brest*, que l'ordre a été envoyé,

dans nos ports de mer militaires, d'armer plusieurs bateaux de guerre.

Sera-t-il enfin question de la Plata ?

Le maréchal Lefebvre, duc de Dantzig, était maire d'une commune du département de Seine et Marne. Chaque année il fallait lui demander le budget de sa commune. Il répondait invariablement : Mon cher préfet, je ne vous envoie pas le grimoire que vous appelez budget, parce que je n'y comprends rien. Si vous le voulez absolument, recevez ma démission. La commune est pauvre et n'a pas quoi fournir à ses dépenses; j'y supplie de ma bourse, je fournis le traitement de l'instituteur, le logement et l'indemnité du curé, les réparations de l'église et de la maison commune, les émolumens du secrétaire, de l'apothicaire et du garde champêtre; quant aux chemins vicinaux, je les fais mettre en bon état. Ainsi n'exigez pas que je me casse la tête sur votre budget, j'ai horreur des papérasses.

Il n'y avait pas moyen de se facher avec un pareil administrateur, ni de le destituer pour négligence dans l'exercice de ses fonctions. Et comme il était de règle qu'il y eut un budget, par respect pour la centralisation, on le faisait tel quel dans les bureaux de la préfecture que cette singulière correspondance amusait beaucoup.

(Le Pays.)

LE BLOCUS FRANCAIS

DES PORTS DE LA RÉPUBLIQUE ORIENTALE OCCUPÉS PAR LE GENERAL ORIBE, par JOSE LUIS BUSTAMANTE.

(Traduction.)

III.

DE L'HONNEUR DE LA FRANCE.

(Suite.)

En outre du principe et de ces actes solennels, il y a dans le Rio de la Plata quelque chose de plus important encore pour la France; c'est son honneur qui se trouve gravement compromis dans cette trop longue lutte de l'intérêt positif et actuel de la population française, entièrement menacée par le sabre destructeur du chef du Système Américain, de l'ennemi né de la civilisation européenne, de l'assassin de Bacle, de Varangot, c'est à dire que ce pays ami offre à la France pour son commerce, pour son industrie, pour ses nationaux, en lui offrant un des marchés les plus avantageux de l'Amérique du Sud, sous un climat tempéré, sain et fertile.

La France Républicaine peut-elle oublier ses engagements et abandonner tant et de si importants intérêts ? Non, elle ne le peut ni le veut, ce n'est ni dans sa politique, ni dans ses intentions. Elle est d'ailleurs trop éclairée et trop grande pour s'écartier du droit chemin que ses propres intérêts et sa dignité même lui ont tracé.

» républicain absolu comme vous, mais je suis politique. » Eh bien ! c'est comme politique que je crois devoir résister en ce moment le concours que vous voulez bien m'offrir pour ajourner la république si elle doit éclore dans une heure. C'est comme politique que je vous déclare que je ne coaspire pas, que je ne renverse pas, que je ne désire pas un écroulement du régime, mais que si le régime s'écroule de lui-même, je ne tenterai pas de le relever, et que je n'entrerai que dans un mouvement complet. c'est-à-dire dans la république !

Il y eut un moment de silence. L'étonnement, une sorte de stupéfaction mêlée de doute se peignit sur les visages ; Lamartine reprit :

« Je vais vous dire pourquoi. Aux grandes crises, il faut à la société des grandes forces. Si le Gouvernement du roi s'écroule aujourd'hui, nous allons entrer dans une des plus grandes crises qu'un peuple ait jamais eue à traverser avant de retrouver une autre forme définitive de Gouvernement. La régence de dix-huit ans par un seul homme, au nom d'une seule classe de citoyens, a accumulé des flots d'idées, d'impatiences révolutionnaires, de rancunes et de ressentiments dans la nation qui demanderont au nouveau régime des satisfactions impossibles ; la réforme indéfinie qui triomphé aujourd'hui dans la rue ne pourra se définir, se limiter, sans rejeter à l'instant dans l'agression toutes les classes du peuple, qui seront rejetées en-dehors de la souveraineté, Républicains, légitimistes, socialistes, communistes, terroristes séparés du but, s'uniront à colères pour renverser la

» vain de leur opposer ; la Chambre des pairs participera à la haine que le peuple nourrit contre la cour ; la Chambre des députés a perdu toute autorité morale, par la double action de la corruption qui la discrédite, et de la presse qui la dépopulise. Les électeurs ne sont qu'une imperceptible oligarchie dans l'Etat. L'armée est déconcertée et craint de commettre un parricide en tournant ses armes contre les citoyens.

« La garde nationale, force impartiale, a pris parti pour l'opposition ; le vieux respect pour le roi est violé dans les cœurs, par son obstination et par sa défaite ; quelle force entourerez-vous demain ce trône relégué pour y faire asseoir un enfant ? La réforme ? Mais ce n'est qu'un drapeau qui cache la république. Le suffrage universel ? Mais il est une énigme, et il contient mystère. D'un mot et d'un geste il engloutira ce royaume de monarchie, ce fantôme d'opposition, ces ombres ministres qui auront cru le dominer. Son second pourra être monarchie ou empire, son premier monarchie république ; vous n'aurez fait que lui préparer la proie royale à dévorer. Qui soutiendra la régence ? Si ce la grande propriété ? Mais elle appartient à Henri V. La régence ne sera pour elle qu'une chose de bataille pour arriver à la légitimité. Sera-ce la propriété moyenne ? mais elle est personnelle et trafiquante, ruine ses intérêts et lui fera demander à l'instant un état définitif dans la république. Enfin, sera-ce le peuple ? Mais il est vainqueur, mais il est en armes, mais il est triomphant partout, mais il est travaillé depuis que

Ce qui n'était qu'une question de sûreté personnelle pour les français établis dans l'Etat Oriental en 1843, devint ensuite une question de conservation, et plus tard une question d'honneur pour eux et pour la France monarchique : aujourd'hui, c'est à la fois une question d'honneur et d'avenir pour la France Républicaine.

La presse indépendante d'Angleterre et de France a traité la question sous le triple point de vue de l'émigration, du commerce et de l'industrie; elle a démontré par des chiffres irrécusables combien l'indépendance de la République Orientale importe aujourd'hui pour la France et quel riche avenir ce pays lui offre. L'évidence de ces arguments, l'exactitude de ces chiffres parlent assez haut à l'intérêt d'une grande République qui, d'un seul mot, peut réaliser toutes ces espérances, dont son commerce et ses envois recueilleraient les premiers fruits, pour qu'elle agisse sérieusement. Nous croyons devoir considérer aussi la question sous ce triple aspect, parce qu'elle a le même intérêt pour l'Angleterre et les Républiques de la Plata, que pour la France.

Cette question, devenue célèbre déjà par toute l'Europe, comme en Amérique,—sous tous les rapports diplomatiques, politiques et mercantiles,—est comme ces précieux métaux qui, plus on les affine, plus on les poli, et plus ils acquièrent de valeur et plus ils sont appréciés; il faut pour cela qu'une main intelligente, à force de travail, les ait dépouillées de l'enveloppe grossière qui les couvre. Ainsi la question de la Plata, embrouillée, obscure et confuse au commencement, a pu être peu connue et mal comprise en Europe, parce que le dictateur de Buenos Ayres, faisait tout son possible pour entretenir cette ignorance et cette confusion que servaient ses intérêts et ses vues. Aussi avons nous vu se succéder les missions diplomatiques ainsi que les erreurs qui les ont rendu célèbres, et les nations assister à ce spectacle, et compter avec une longanimité incroyable les jours, les mois et les années de résistance de l'héroïque Montevideo, malgré les plus iniques et les plus absurdes combinaisons, soit du dictateur de Buenos Ayres, soit de son valet Oribe, soit des gouvernemens d'Europe et d'Amérique, comme s'il se fut agi d'éprouver les forces de la ville herculéenne des Etats de la Plata.

Mais aujourd'hui, ce n'est plus la monarchie de juillet, ni la politique étroite et vacillante de Guizot, qui dirigent l'opinion de la France dans cette importante question; l'influence du cabinet anglais sur les conseils du gouvernement français et sur l'Assemblée Nationale, n'est pas à craindre; les intrigues, ni l'or des égoïs et des amis du dictateur de Buenos Ayres à Paris et à Londres, ne pourront entraîner les hommes d'état d'Europe hors de la voie de la justice, et ne réussiront même pas à éloigner le coup qui doit frapper les tyrans de la Plata. Aujourd'hui, c'est la République de Frévier, ce sont les hommes éclairés et énergiques du 10 décembre, de janvier et d'avril qui se sont chargés de revendiquer l'honneur de la France compromis dans le Rio de la Plata, de protéger et de sauver leurs compatriotes, leur commerce et son avenir. Cette mission est grande et digne d'occuper l'atten-

tion spéciale de la nouvelle République. L'honneur est aujourd'hui pour elle au début de sa carrière, le précieux talisman de son avenir, et l'honneur de la République se trouve dans le Rio de la Plata—non comme l'a laissé la monarchie de juillet, foulé aux pieds par le dictateur de Buenos Ayres—mais à la hauteur marquée par l'Assemblée Nationale dans la session du 30 avril, mais dans l'opinion universellement manifestée par toute la France pour l'indépendance de Montevideo et pour le salut des généreux français qui en 1843 ont pris les armes pour la défendre.

Les traités *ad referendum* sont une preuve de plus de l'impossibilité qu'il y a d'arriver jamais avec le tyran de Buenos Ayres à aucun arrangement qui soit basé sur les principes d'équité et de justice, reconnus par les sociétés civilisées, et sanctionnés par la loi commune des nations. Nous espérons que la République Française ne se laissera pas abuser plus longtemps, et qu'elle suivra la ligne tracée par ses dernières résolutions; elle a appris elle-même combien sont vains et inutiles les moyens diplomatiques dans cette question, les conseils de la prudence et de la raison; elle a vu par elle-même que le tyran de Buenos Ayres et son barbare système est un fait qui n'accepte aucune modification et ne peut convenir aux exigences des sociétés modernes, à leur civilisation, à leur existence même, parce qu'il est impossible de le lier par les traités, ni par des garanties d'aucune espèce; qu'il faut enfin, ou le détruire ou se ployer à la volonté de ce despote barbare, ou l'appeler sur le terrain de la guerre pour le vaincre, ou se déclarer honteusement vaincu dans la voie des négociations.

Il n'y a pas que la France qui ait été appelée à expérimenter dans ces missions diplomatiques le dédain, l'insolence et l'audace du tyran de Buenos Ayres; l'Angleterre aussi, malgré sa politique tortueuse et versatile, doit refléchir sérieusement sur le résultat de ses dernières négociations, si elle ne veut pas être trompée une fois encore dans ses espérances chimériques. Si la France Républicaine n'obtient rien d'honorables de Rosas, l'Angleterre aurait tort d'espérer obtenir quelque chose, malgré l'étrange restitution des canons d'Obligado, l'inexplicable séjour à Buenos Ayres d'un ministre anglais sans *exequatur*, et l'abandon que rien ne saurait justifier de l'intervention collective, si solennellement déclarée dans la fameuse note du 4 août 1845.

Les amis du tyran, dans la Plata, *ses hauts amis*, —ceux qui proclament à tort ses bonnes et assurent naïvement qu'il est disposé à s'entendre avec l'Angleterre et la France—ces courtisans de l'autorité essaieront-ils de justifier tant d'obstination, au mépris des intérêts de leur propre pays? continueront-ils à l'appuyer et à le défendre comme gouvernement et à le considérer comme civilié et humain?

Qu'on ne dise pas, pour s'excuser, que les négociations ont eu postérieurement le même résultat, et que l'intervention s'est effaçée au lieu de s'affirmer: nous repoussons péremptoirement toute idée de comparaison, entre ce qui s'est passé sous le gouvernement du Roi, et ce qui se passe sous celui de la République; entre la politi-

que de Guizot et celle des hommes d'état qui régissent aujourd'hui la France. Le pouvoir de la monarchie a été usé avec le temps et les diverses combinaisons qui lui ont fait perdre tant de terrain dans les graves questions européennes. La politique de la République est dans toute sa virilité, elle est dans le premier période de sa puissance, entière, vierge, complète; elle ne peut rien céder à personne, ni même dans la question extérieure la plus insignifiante; elle doit avoir pour loi de vaincre toutes les difficultés, de dominer les obstacles qui font ombrage à son honneur, de s'établir, de se fixer solidement sur les ruines que la monarchie de juillet a laissées en Europe. C'est à ce seul prix que la République assurera son existence.

La question orientale est un de ces engagements d'honneur que la république a intérêt à respecter et qu'elle doit terminer dignement; elle l'a compris, dès les premiers temps de son existence. Elle l'a trouvée abandonnée par l'Angleterre, mais elle n'a pas retiré pour cela son escadre ni son intervention. Elle s'est trouvée engagée par la promesse d'un subside de 40 mille piastres par mois, et non seulement elle l'a approuvée, mais encore elle en a ordonné la continuation. Elle a pris en considération les justes réclamations de M. Poucet, et a fait entendre au tyran les réclamations qu'elle a à faire en faveur des intérêts et des citoyens français qui résident dans la Plata. On lui a fait connaître la vérité sur la position de Montevideo, et elle y a répondu par la promesse solennelle de prompts secours.—Qu'on juge à présent de ce qui arrivera.

(Continuera.)

ERRATA.

Nos lecteurs ont compris depuis longtemps que les fautes assez nombreuses qui se remarquent dans la composition du *Patriote*, doivent être attribuées à nos ouvriers qui étrangers à la langue française, les commettent involontairement.

Nous espérons que la même perspicacité aura guidé nos abonnés, pour voir que par la même cause et par inadvertance, la page numérotée 2, a été mise à la place de la troisième et vice versa, dans notre dernier numéro.

Dans notre numéro de mercredi dernier, à l'article *COLONISATION DANS LA PROVINCE DE RIO GRANDE DU SUD*, 1re colonne, 3me paragraphe :

Au lieu de : « Sa population atteindra, surpassera peut-être, le chiffre de soixante millions d'habitants. » —lisez : « Sa population atteindra, surpassera peut-être, avant un siècle, le chiffre de soixante millions d'habitants. »

Même colonne, 7me paragraphe,—au lieu de : « A s'entre tuer mèmes. » —lisez : « A s'entre tuer eux mèmes. »

Pommes de terre

Première qualité, en vente à 30 réaux le quintal, chez M. Moreau.

Rue du 25 Agosto, n° 161.

ze ans de doctrines qui saisiront l'occasion pour pousser sa victoire sur la royauté jusqu'au bouleversement de la société elle-même.

La régence, ce sera la fronde du peuple, la fronde avec l'élément populaire, communiste, socialiste de plus. La société, défendue seulement par un gouvernement de petit nombre sous une forme de royauté qui ne sera ni la monarchie ni la République, sera atteinte sans défense jusqu'à ses fondemens. Le peuple, calme peut-être ce soir par la proclamation de la régence, reviendra demain à l'assaut pour arracher une autre nouveauté. Chacune de ces manifestations irrésistibles emportera, avec une demi-concession, un lambeau de pouvoir; le peuple y sera poussé par des républicains plus implacables que vous. Vous n'aurez laissé du trône que ce qu'il en faut pour irriter la liberté, pas assez pour la contenir. Le trône sera le but permanent des oppositions, des séditions, des agressions de la multitude. Vous marcherez de 29 juin en 10 soit jusqu'aux journées sinistres de septembre. Aujourd'hui, on demandera à ce faible pouvoir l'échafaud au-dedans, demain, on exigera la guerre au-dehors. Il ne pourra rien refuser, ou il sera violenté. Vous allez échapper le peuple au sang. Malheur et honte à la Révolution s'il en goûte. Vous tomberiez dans le 93 de la misère, du fanatisme, du socialisme, la guerre civile acharnée de la faim et de la propriété, ce cauchemar des utopistes, deviendra la réalité momentanée de la patrie. Pour avoir voulu arrêter une femme et un enfant sur la pente d'un détrônement pacifique, vous ferez rouler la France, la propriété, la

famille dans un abîme d'anarchie et de sang. »

Les visages paraissaient émus. Lamartine continua :

« Quant à moi, je vois trop clairement la série de catastrophes consécutives que je préparerais à mon pays pour essayer d'arrêter l'avalanche d'une révolution partiellement sur une pente où aucune force dynastique ne pourra la retenir sans accumuler sa masse, son poids, les ruines de sa chute. Il n'y a, je vous le répète, qu'une seule force capable de préserver le peuple des dangers qu'une révolution, dans de telles condicions sociales, va lui faire courir. C'est la force du peuple lui-même, c'est la liberté tout entière. C'est le suffrage. La volonté, la raison, l'intérêt, la main, l'arme de tous; c'est la République ! »

Oui, c'est la République, continua t-il, avec un accent d'intime conviction, qui peut seule aujourd'hui nous sauver de l'anarchie, de la guerre civile, de la guerre étrangère, de la spoliation, de l'échafaud, de la déclinaison de la propriété, du bouleversement de la société et de l'invasion étrangère. Le remède est héroïque, je le sais: mais à des crises de temps et d'idées comme celle où nous vivons, il n'y a de politique efficace qu'une politique grande et audacieuse, comme la crise elle-même. En donnant demain la République par son nom au peuple, vous le déshabiez à l'instant du mot qui l'agit; que dis-je? Vous changez à l'instant sa colère en joie, sa fureur en enthousiasme.

Tout ce qui a le sentiment républicain dans le cœur, tout ce qui a le rêve de République dans l'imagination, tout ce qui regrette, tout ce qui aspire, tout ce qui râsonne, tout ce qui rêve en France, républicains des sociétés secrètes, républicains militaires, républicains spéculatifs, peuple, tribuns, jeunesse, écoles, journalistes, hommes de main, hommes de pensée, ne poussent qu'un cri, se rangent autour de leur drapeau, s'arment pour le défendre, se rallient, confusément d'abord, en ordre ensuite, pour préserver le Gouvernement et pour proté-

ger la société elle-même, derrière ce Gouvernement de tous. Force suprême, qui peut avoir ses agitations, mais ses détrônemens ou ses écroulemens; car ce Gouvernement porte sur le fond même de la nation; il fait seul appel à tous, lui seul peut apporter, par la voix et par la main de tous, la raison, la volonté, les suffrages nécessaires et les armes pour sauver, non seulement la nation de la servitude, mais la société, la famille, la propriété, la morale, menacées par le cataclysme d'idées qui fermentent sous les foudemens de ce trône à demi-écrouté.

Si l'anarchie peut être domptée, sachez-le bien, c'est par la République! Si le communisme peut être vaincu, c'est par la République! Si la Révolution peut être modérée, c'est par la République! Si le sang peut être épargné, c'est par la République! Si la guerre universelle, si l'invasion, qu'elle ramènerait peut-être comme une réaction de l'Europe sur nous, peuvent être écartées, sachez-le bien encore, c'est par la République! Voilà pourquoi, en raison et en conscience, devant Dieu et devant vous, sans illusion comme sans fanatisme, si l'heure pendant laquelle nous délibérons est grosse d'une révolution, je ne conspire pour aucune; mais, s'il doit y en avoir une, j'accepterai tout entière, et je me déclarerai pour la République!

Mais, ajoute-t-il en se levant, j'espère encore que Dieu épargnera cette crise à mon pays, car j'accepte les révoltes, mais je ne les fais pas. Pour prendre la responsabilité d'un peuple, il faut être un scélérat, ou fou ou un Dieu!

— Lamartine a raison! s'écria un des interlocuteurs: plus impartial que nous, il a cependant plus de foi dans nos idées que nous-mêmes.

— Nous sommes convaincus! s'écrierent-ils tous. Séparons-nous, et faites, ajoutèrent-ils en s'adressant à Lamartine, ce que les circonstances vous inspireront de mieux.

(JOURNAL DU HAVRE.)

AVIS.

M. Auguste Chadafau, previent le public et principalement les cafetiers, qu'il vient d'ouvrir une fabrique de liqueurs et de sirops, dans la rue du 18 Juillet n. 82; il previent aussi les amateurs de bon gout qu'il a reçu de France, toutes espèces de jus et fruits pour faire toutes sortes de sirops, comme
 sirop de limon ou de citron,
 idem de vinaigre,
 idem de vinaigre framboisé,
 idem de groseille,
 idem de framboises,
 idem d'orgeat,
 idem orangeade,
 le tout au prix d'une pataque la bouteille et \$ 4 400 reis la douzaine.

On trouvera dans le même établissement toutes sortes de jus de fruits pour faire les gelées et glaces et un grand assortiment de liqueurs et d'eau de vie à un prix très modéré.

AVIS.

Nous recommandons à l'humanité de nos compatriotes le nommé CARPI, qui a perdu les deux bras par suite d'un accident déplorable et qui, au lieu de se livrer à la mendicité, a mieux aimé, quelque pénible que soit ce travail, courir la ville et vendre des chandelles. Nous ne doutons nullement que tous les Français lui donneront la préférence pour leur consommation domestique:

AVIS:

M. Derozeaux chirurgien et dentiste, membre titulaire de la Société Nationale d'Emulation du département de la Vienne, a l'honneur de prévenir le public, qu'il se charge de nettoyer la bouche, et de toutes les opérations concernant la dentition; il cauterise les dents d'après le procédé nouveau de MM. Desirabode et Fattet.

Il se charge également de toutes les opérations relatives à l'histoire naturelle; empêtrier et mettre en peau, ou classer tous les objets qu'on voudra bien confier à ses soins.

On trouvera aussi chez lui, l'Elixir Odon-talgique et le Beaume de Comping, contre les hemorroïdes, crachement de sang; chlorose, affections cancéreuses, crevasses ausein et fleurs blanches, etc., etc.

S'adresser tous les jours de 8 heures du matin à 4 heures du soir, rue de Buenos Ayres, n° 212.

AVIS OFFICIEL.

DEPARTEMENT DE POLICE.

Guillerme Sagrera a été nommé courtier des passe-ports avec approbation du gouvernement supérieur, après avoir donné caution et rempli toutes les formalités voulues par le décret du 28 août dernier.

Ce qui se fait savoir à qui de droit.

Montevideo, 17 septembre 1849.

AUTRE

Don Ignacio Benavides a été nommé courtier des passe-ports, avec approbation du gouvernement supérieur, après avoir donné caution et rempli toutes les formalités requises par le décret du 28 aout dernier.

Ce qui se fait savoir à qui de droit.

Montevideo, 24 septembre 1849.

DEPARTEMENT DE POLICE.

L'autorité s'occupe actuellement à découv-

rir quels sont les auteurs de la fraude qui se fait de temps à autre, sur les monnaies d'argent à deux colonnes qui circulent de par la ville " limees ou rognées sur le cordon," de telle sorte, que sur celles de douze vintaines, principalement, il manque un tiers ou un quart. En conséquence de quoi nous prévenons le public que de pareilles pièces ne peuvent circuler pour leur valeur " première intrinsèque," que même elles doivent être refusées; personne n'étant dans l'obligation de les recevoir pour leur ancienne valeur. Ce pourquoi celui qui persisterait à continuer une pareille fraude serait exposé aux poursuites voulues par la loi.

Montevideo, 15 septembre 1849.

SOLSONA.

REFUTACION

A LAS

CALUMNIOSAS IMPUTACIONES

DE LA

" PRESSE " Y DU " COURRIER DU HAVRE "

Hechas á la benemérita población francesa

EN EL PLATA

por

JOSE LUIS BUSTAMANTE.

Con este título, se ha publicado un folleto en 4º de 26 páginas, por la imprenta URUGUAYANA; Se vende en la Librería Nueva, calle del 25 de Mayo Nros. 230 y 232, al infimo precio de 6 vintenes con el solo objeto de costear al impresión.

AVIS DIVERS.

A Vendre.

à très bon compte.

Les articles suivants, récemment arrivés de France.

Miel blanc de Narbonne, orge perlé premier blanc, Chloroforme, iodure de Potassium, iodé Cyanure de Potassium, Arsenic en poudre, Sous-carbonate de soude pour les savonniers et les pharmaciens, Blanc d'Espagne pour les peintres, Bandages pour cadets et enfants, Pessaires, Canulles à injections en Caoutchouc, Biberons montés en pis de vache, Suspensoirs, etc. etc. etc.

S'adresser, rue de la Convención, n°. 145 et 147, au détour de la pharmacie du Lion D'or.

Un jeune Français muni des meilleurs certificats et recommandable par sa moralité, a l'honneur de prévenir ses compatriotes; qu'il donnera, soit à domicile ou en particulier des leçons de français. Il s'offre en outre d'enseigner la lecture, l'écriture et les premiers éléments du calcul,

Montrichar.

RUE DU JUNCAL, n° 46.

Arrange les vieux chapeaux qu'il met à neuf, blanchit les chapeaux de paille en toute perfection.

L'ancien tir de pistolet rue de la Brecha est ouvert tous les jours, on y donne des leçons de principes aux amateurs, on y trouve des pistolets de qualité supérieure à simple et double détente.

De la place de la Matriz esquina du Cabildo on voit l'enseigne



Nous invitons les personnes qui désireraient se procurer le premier ouvrage en entier de la collection des SEPT PECHES CAPITAUX, à adresser sans retard leurs demandes à l'imprimerie du journal, où il ne s'en trouve que très peu d'exemplaires.

LA CONSTITUTION

DE LA

REPUBLIQUE FRANCAISE,

Premulguée par l'Assemblée Nationale le 12 novembre 1848.

Brochure in 32

Se vend au l'Imprimerie du PATRIOTE FRANCAIS rue Perez Castellanos n. 162.

A vendre

Un billar à un prix modéré, s'adresser rue de Zavala n. 93.

DENTISTE.

Napoleon Aubanel, déjà connu à Montevideo, où il exerce sa profession depuis plusieurs années, a l'honneur d'annoncer à ses habitants qu'il a transféré son domicile dans le logement qu'occupait le défunt Frederic Vaniseghen.

On trouve chez lui un grand assortiment de dents naturelles idem de composition dite incorruptibles et tout ce qui concerne sa profession.

Les personnes qui voudront bien l'honorer de leur confiance, le trouveront chez lui depuis huit heures du matin jusqu'à quatre heures après midi.—Il se transportera aussi à domicile

Il offre aux indigents ses soins gratuitement depuis midi jusqu'à deux heures.

Rue des Missions, n° 118.

Chambres Garnies

A LOUER.

Au jour et au mois. S'adresser à M. Auguste, ancien cuisinier de l'hôpital, rue de Buenos Ayres n. 215.

Il prévient aussi qu'il a un dépôt de meubles à vendre.

Gants et Cravattes.

Gants de chevreau de couleur pour hommes et pour dames; un riche assortiment de cravattes nouvelles et de parfumerie fine. En vente chez F. Martin, coiffeur, rue du 25 Mai, n. 251, maison du consul italien.

Hamard, coiffeur, rue du 25 de mai, n. 129 a l'honneur de prévenir les elegants de cette capitale qu'il vient de recevoir un riche assortiment de cravattes de satin, du dernier goût qu'il vendra au plus juste prix.

Les ouvrages suivants reliés ou brochés sont en vente à l'imprimerie du Patriote.

Les Peches Capitaux.—L'Orgueil.

Les Peches Mignons.

Gingènes ou Lyon en 1793.

Les Mystères de l'Inquisition,

La Gorgone.

Le Juif-Errant.

Les Mystères de Paris.

Tous ces ouvrages se vendent au Rabais.

EN FEUILLETONS.

Le fils de l'Empereur.

Les Mystères de Sainte Hélène.

Le Sansonnet.